

Lutte anti-drones : les industriels affûtent leurs armes avant les Jeux olympiques

Alors que la Place Beauvau et les armées viennent de passer commande de plusieurs dizaines de drones, l'Etat suit de près les travaux des industriels français spécialisés dans la lutte anti-drones. Pour doubler la concurrence internationale, ces derniers misent gros sur les Jeux olympiques de Paris en 2024.

Les **Jeux olympiques** de 2024 à Paris vont permettre d'exposer le savoir-faire hexagonal en matière de drones et de lutte anti-drones. Pour préparer l'échéance, les industriels s'activent à travers le groupe de travail dédié aux Jeux olympiques du comité stratégique de filière des industries de sécurité, une structure de lobbying qui rassemble les entreprises du secteur.

Les gendarmes veillent

Les travaux sont chapeautés au **Secrétariat général à la défense et à la sécurité nationale** (SGDSN) par **François Murgadella**, chef du pôle développement des technologies de sécurité, assisté du colonel (air) **Mathieu Bernabé**. Ce service du premier ministre s'est mis en branle sur le sujet après la vague de survols malveillants de centrales nucléaires en 2014. A la **Coordination nationale pour la sécurité des Jeux olympiques et paralympiques 2024** (CNSJ), c'est le colonel de gendarmerie **Michel Sans**, conseiller du préfet **Pierre Lieutaud**, qui supervise la thématique. Au **Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques** (COJO), le dossier est suivi par **Thomas Collomb** - fils de l'ancien ministre de l'intérieur **Gérard Collomb** -, responsable sécurité et mobilité. Enfin, les grandes directions actives de la Place Beauvau surveillent de près le sujet, avec notamment **Jean-Marc Palanque** à la préfecture de police de Paris et **Vincent Bouedec** chez les gendarmes.

Les industriels sont toutefois toujours dans l'attente d'un cadre clair de l'Etat sur la question de la neutralisation des drones. C'est sur ce volet technique qu'ils concentrent d'ailleurs leurs efforts de R&D, les capacités d'identification et de détection des engins étant considérées comme acquises. Ils sont soutenus dans cette demande par les députés **Jean-Jacques Ferrara (Les Républicains)** et **Christophe Lejeune (La République en marche)**. A l'automne, l'appel à manifestation d'intérêt lancé par le pôle de compétitivité "Safe" - dédié à la sécurité globale -, sous la supervision du responsable du programme drones et robotiques **Hubert Berenger**, a ainsi distingué plusieurs solutions prometteuses dans la neutralisation des engins malveillants.

Thales et CS prennent le lead

On y retrouve ainsi **CS Group**, avec à la manœuvre l'ingénieur **Egidio Cau**. Le directeur de l'activité surveillance et sécurité a déjà à son actif le marché des forces armées, gagné dans la foulée du projet de recherche *Boreades*, système intégré de lutte contre les drones illicites. L'entreprise a également vendu un prototype à la préfecture de police de Paris pour l'**Euro 2016**. Elle est enfin impliquée dans le projet de recherche européen *Aladdin (Advanced hoListic Adverse Drone Detection, Identification and Neutralization)*, ce qui lui a permis de décrocher une subvention de 700 000 euros pour travailler sur un nouveau prototype.

Autre acteur de poids dans la lutte anti-drones, **Thales**. Associé au **Groupe ADP** et à la **Direction des services de la navigation aérienne (DSNA)** dans le projet de détection de drones sur les sites sensibles *Hologarde*, le spécialiste de l'électronique de défense a désigné **Michel Dechanet** comme chef de file, sous la houlette de deux patrons, **Gérard Herby**, vice-président systèmes de protection, et **Thomas Got**, vice-président systèmes intégrés pour la protection de l'espace aérien. Enfin, pour muscler son offre, l'industriel avait acquis en 2017 la société britannique **Aveillant** - déjà opérationnelle à l'aéroport londonien Heathrow - pour mettre la main sur ses radars de détection.

Des PME actives

Derrière ces poids-lourds, plusieurs sociétés tentent de tirer leur épingle du jeu. La filiale de l'entreprise de sécurité privée **Byblos, Roboost**, dirigée par **Eric Georges**, est ainsi sur les rangs. A **Nuances technologies**, **Laure Sigala** travaille sur le sujet. Chez **UrWings**, c'est **Gilles Gavin** qui suit ce domaine. Enfin, chez **Cerbair**, financé par le spécialiste des missiles **MBDA**, le PDG **Lucas Le Bell** complète le tableau. La start-up a équipé le **Raid** pour le

sommet du G7 à Biarritz cet été. Quant au lillois **MC2 Technologies**, fondé par les universitaires **Nicolas Vellas** et **Christophe Gaquiere**, il tente de jouer sur plusieurs tableaux. Son fusil brouilleur, vendu aux armées, équipe aussi bien CS Group, Cerbair et Thales qu'Urwings.

© Copyright La Lettre A.

Reproduction et diffusions interdites (photocopies, intranet, web) sans autorisation écrite - 108192987



Publication éditée par le groupe Indigo Publications (Paris)
Publié sur LaLettreA.fr (Commission paritaire : 1220 W 90643)